

L'Europe, la Méditerranée et l'énergie

Par Antoine-Tristan MOCILNIKAR

Ingénieur général des Mines, service de Défense, de sécurité et d'intelligence économique du ministère de la Transition écologique et solidaire et du ministère de la Cohésion des territoires

Notre civilisation s'est forgée autour de la Méditerranée. Cette dernière est aujourd'hui au carrefour de tous les intérêts. Pour l'Union européenne, la question méditerranéenne constitue un défi intérieur avant d'être un enjeu de politique étrangère. L'avenir de nos relations au sein de cet espace est donc une construction historique qui détermine en partie l'avenir de l'Europe. Nous examinerons ici la question énergétique, qui reste au centre des problématiques de développement, de sécurité, de souveraineté et de géopolitique. C'est clairement un domaine propice à la mise en place de partenariats. L'Europe, avec ses voisins méditerranéens, peut clairement en faire une carte maîtresse. Mais elle n'est pas la seule dans le jeu.

L'Europe et la Méditerranée

La Méditerranée est autant une donnée géographique qu'un concept politique. Au XIX^e siècle, c'est tout le Bassin méditerranéen qui tombe, progressivement, sous la domination des Européens. Le démembrement de l'Empire ottoman, puis son partage furent l'un des enjeux clés des chancelleries. Dans un mouvement de pendule inverse, l'après-Seconde Guerre mondiale, marqué par la décolonisation, voit les pays européens prendre du recul. Les nations de l'Ouest de notre continent visent l'horizon européen pour se reconstruire et se relancer. Puis, suite à la chute du mur de Berlin, la priorité géographique est celle d'une extension relativement rapide vers l'Est. La terrible crise ukrainienne aura au moins eu le mérite de fixer une borne orientale à ces élargissements de l'Union, et donc de clore une phase de la construction européenne.

Quelles bornes au Sud ? En son temps (en 1984), le Maroc avait envisagé son adhésion à ce qui allait devenir l'Union européenne. L'argument de sa non-appartenance au continent européen lui fut opposé par le Conseil en 1987 sur la base de l'article 49 du Traité sur l'Union européenne. La Turquie est un État-tiers associé à l'Union européenne (un statut identique à celui accordé par les Communautés qui ont précédé l'Union depuis 1963). L'accord d'association considéré prévoit la possibilité d'une adhésion. Depuis lors, la Turquie a déposé sa candidature en 1987, puis a signé un accord d'union douanière avec l'Union en 1995, et a été officiellement reconnue candidate à l'intégration, en 1999. Les négociations ont commencé en 2005, mais la situation politique actuelle ne permet plus d'envisager une telle adhésion. Les limites de l'extension maximale de l'Europe commencent peu à peu à se dessiner. Se pose, dès lors,

la question des relations de l'Union européenne avec son « Sud », dont la sépare la mer Méditerranée.

Il convient de noter que, depuis une trentaine d'années, tous les gouvernements français successifs ont tenté de traduire l'idée méditerranéenne sur le plan politique. Comme le rappelle le dernier rapport de l'Institut Montaigne paru en août 2017 et intitulé « Nouveau monde arabe, nouvelle "politique arabe" pour la France », la France est un partenaire essentiel pour le monde arabe, et, réciproquement, les mondes arabe et turc influencent la France. Il est désormais possible de dire la même chose pour l'ensemble de l'Europe.

Rappelons, enfin, que la Méditerranée n'est pas l'affaire des seuls pays riverains et « proches » ! Les États-Unis y sont arrivés en force, un beau jour de novembre 1942, et s'y sont depuis lors fermement implantés.

Avec la tragique crise syrienne, les Russes y ont renforcé leurs positions et l'Iran s'y est ménagé une fenêtre sur la Méditerranée. Grâce à son projet d'établir une nouvelle Route de la Soie, la Chine y confirme sa présence et la rend cohérente. Elle a lancé un chantier pharaonique de 1 000 milliards d'euros visant à relier l'Europe à l'Asie. Il est à noter que 40 % des projets d'investissements annoncés concernent les Proche et Moyen Orients. Des intérêts chinois ont racheté le port du Pirée. Plus de 1 000 entreprises chinoises sont déjà présentes dans les zones franches égyptiennes. À côté de Tanger, la construction sur plus de 2 000 hectares de la future cité industrielle, la Cité Mohammed VI Tanger Tech, a démarré : à l'horizon se profile une ville industrielle qui accueillera près de 200 entreprises chinoises et créera 100 000 emplois dans la région.

L'énergie reste un enjeu de sécurité et de souveraineté

Dans cet article, nous nous limiterons à la question énergétique en tentant d'en évaluer le rôle structurant. Les disparités énergétiques sont très marquées entre le Nord de la Méditerranée, d'un côté, et le Sud et l'Est de la Méditerranée, de l'autre. L'Observatoire méditerranéen de l'énergie (OME) rappelle qu'en moyenne, un habitant du Nord de la Méditerranée consomme trois fois plus d'énergie que son homologue du Sud.

Les pays du Sud du Bassin méditerranéen sont donc très en retard en termes d'usage et de consommation de l'énergie. Leur dynamique démographique – encore importante, bien qu'ils aient déjà réalisé leur transition – et le besoin qu'ils ont de se développer économiquement pour fournir du travail à leur jeunesse impliquent pour eux une très forte montée en puissance de leur consommation d'énergie et de leur production d'électricité. L'accroissement des niveaux de vie, avec notamment un usage accru de la climatisation, est également un facteur de croissance de la demande en la matière : ainsi, le besoin d'énergie à l'horizon 2030 se traduirait par une augmentation de la consommation de l'ordre de 50 %. L'OME, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) et MEDENER (l'association méditerranéenne des agences nationales pour l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables) proposent un scénario plus sobre, dans lequel l'accroissement de la consommation serait tout de même de 35 %. C'est une priorité clairement identifiée par ces pays comme un élément clé de leur sécurité et de leur stabilité.

Tous les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée subventionnent peu ou prou ou taxent très faiblement la consommation des carburants et, plus généralement, de l'énergie. Ces pays se voient ainsi confrontés à de lourdes difficultés d'arbitrage entre maîtrise budgétaire et préservation de la cohésion sociale. Cela constitue pour eux un problème supplémentaire de sécurité et de stabilité.

La Méditerranée est entourée de pays soit fortement importateurs, soit fortement exportateurs d'énergie. Des complémentarités ont été dégagées au fil du temps. La production, puis le commerce du gaz naturel structurent la relation entre la France et l'Algérie. La qualité des relations entre ces deux pays aura été un facteur déterminant de l'importance prise par le marché du gaz naturel liquéfié (GNL). Pour ce dernier pays, le gaz et le pétrole représentent 96 % de ses exportations, près de la moitié de son PIB et 60 % des recettes budgétaires de l'État. Les rentrées financières générées par ses exportations se sont élevées à 750 milliards de dollars entre 1999 et 2014. Pour l'Algérie, la question énergétique est au cœur de sa souveraineté. Le prix du pétrole et la question de l'après-pétrole structurent son destin. Il est intéressant de noter que la relative constance des achats français est un élément de sécurité majeur pour l'Algérie, mais aussi, en retour, pour la France. Des logiques de long terme ont également longtemps prévalu entre l'Algérie et l'Italie, ce qui a d'ailleurs permis la construction du gazoduc Enri-

co Mattei. Certains ont noté récemment une plus grande volatilité dans leurs relations commerciales. Est-ce un hasard, si, en même temps, les relations historiques entre ces deux pays sont plus distendues que celles qui nous concernent ? Les hydrocarbures seront également pour la Libye la clé de son redémarrage politique et économique, qui est indispensable autant pour la sécurité de l'Europe que pour celle de l'Afrique.

Le Maroc, la Tunisie et la Jordanie ont été jusqu'à présent pauvres en énergie, ce qui induit des niveaux de PIB bas. Leur réponse à ce défi a été la mise en place d'un cadre économique libéral et moderne associé à un fort développement d'un écosystème dynamique d'entreprises de toutes tailles employant leurs nationaux.

L'Égypte est un peu à cheval entre ces deux situations. C'est un pays qui a été un exportateur significatif de pétrole de 1968 à 2009 (avec un pic de 500 000 barils/jour en 1993), et de gaz naturel de 2005 à 2014 (avec un pic de 20 Gm³ en 2009). Ce sont des quantités qui sont loin d'être négligeables. Mais si la base économique et industrielle de l'Égypte est substantielle, elle n'a pas suivi le rythme de sa croissance démographique (la population égyptienne dépasse aujourd'hui les 90 millions d'habitants). La situation est d'autant plus délicate qu'actuellement, toutes ses exportations sont arrêtées du fait d'une consommation intérieure supérieure à sa production.

À l'échelle de l'Égypte et, plus généralement, des pays de la Méditerranée orientale, les découvertes actuelles de gisements gaziers sous la couche de sel liée à la grande crise géologique de l'ère du Messinien, il y a 5,5 millions d'années, constituent un levier conséquent d'un développement potentiel. C'est en 2009 que le premier gisement d'importance (baptisé Tamar), dans ce que l'on appelle désormais le « bassin gazier du Levant », a été découvert au large de Haïfa, en Israël. D'autres gisements ont ensuite été mis au jour : Léviathan (au large d'Israël), en 2010 ; Aphrodite (à Chypre), en 2011 ; mais surtout Zohr en 2015 (au large de l'Égypte), qui est le plus important gisement jamais découvert en Méditerranée (il est plus important que tous les autres gisements réunis). Des gisements devraient exister au large du Liban et, dans une moindre mesure, au large de la Syrie et de la Turquie. La Grèce pourrait également être concernée. Au total, ce serait près de 3 500 Gm³ de gaz naturel qui seraient enfouis dans le sous-sol de la Méditerranée orientale, selon une étude de l'*US Geological Survey*. La France, l'Italie, la Russie et la États-Unis sont déjà très présents parmi les nombreux pays à prospecter.

Les gisements découverts sont importants, mais ils ne bouleversent pas pour autant l'équilibre global du marché du gaz. Ainsi, à lui seul, le Qatar disposerait de réserves de l'ordre de 24 000 Gm³, et, à eux seuls, les nouveaux gisements découverts au Mozambique augmentent les réserves de gaz de l'ordre de 5 000 Gm³ (un doublement de cet accroissement étant espéré).

Mais ces ressources sont importantes pour les économies de la région, qui restent de petite ou de moyenne tailles. Ce sont des éléments de développement et de

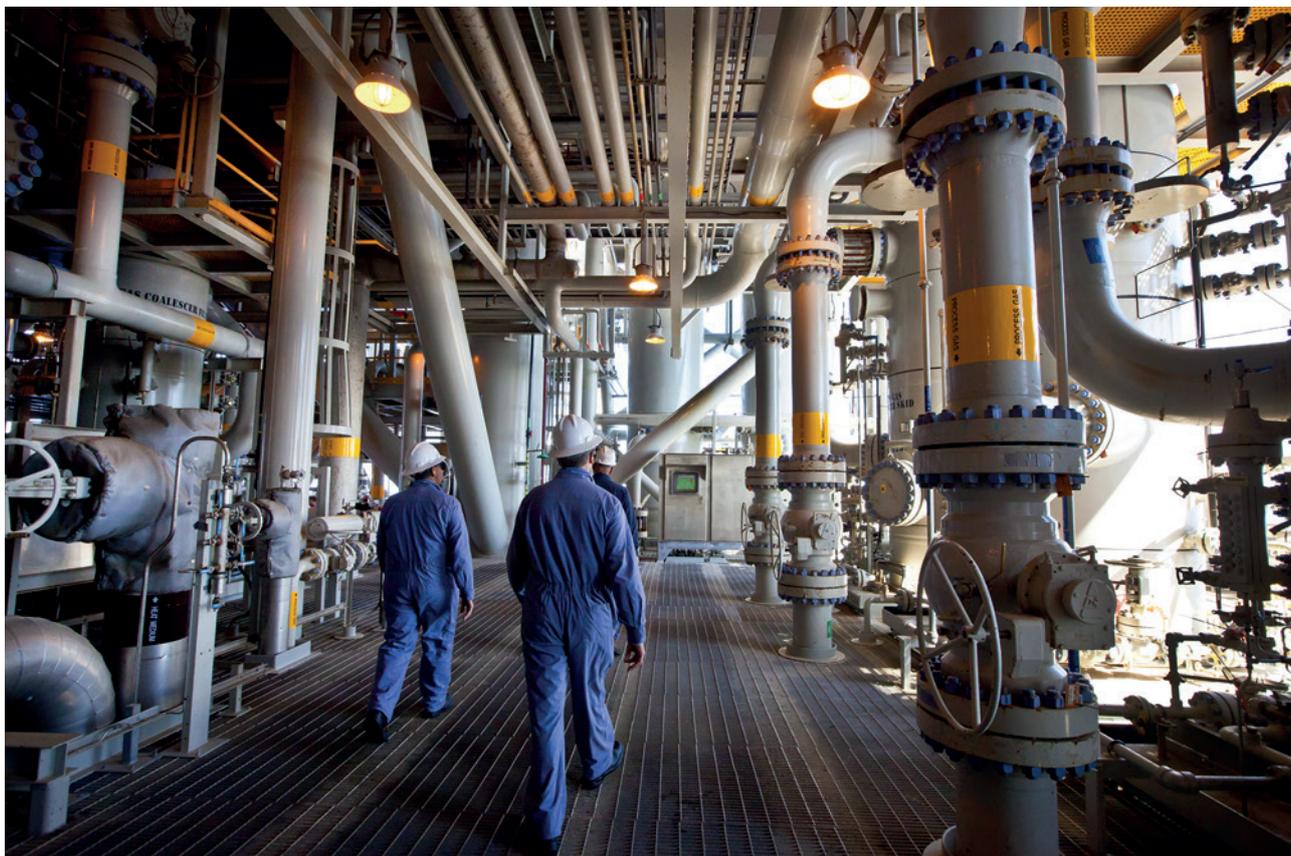


Photo © Moshe Shai/FLASH-90/REA

Exploitation du gisement gazier *offshore* de Tamar, à 24 kilomètres au large d'Ashkelon (Israël).

« C'est en 2009 que le premier gisement d'importance (baptisé Tamar), dans ce que l'on appelle désormais le "bassin gazier du Levant", a été découvert au large de Haïfa, en Israël. »

partenariats très intéressants. Ainsi, Israël, d'importateur de gaz égyptien, est devenu exportateur vers la Jordanie. Par ailleurs, Israël, Chypre, la Grèce et l'Égypte sont prêts à accepter des délimitations communes de leurs zones économiques exclusives (ZEE) ; entre ces quatre pays, les discussions sont devenues intenses. En y ajoutant la Jordanie, désormais liée à Israël par ses importations de gaz, ce sont ainsi cinq pays qui négocient un tournant sans précédent dans leur histoire commune. Un point d'entrée du gaz en Europe peut être l'Italie. Aussi, en décembre 2017, les ministres de l'Énergie d'Israël, de Chypre, de Grèce et d'Italie ont signé un mémorandum d'accord (MoU) pour la pose d'un gazoduc sous-marin entre Israël et l'Italie. Le Liban et Chypre se sont également mis d'accord sur leurs ZEE respectives. Il est possible d'aller encore plus loin dans cette coopération entre voisins. Les États-Unis et la Russie y jouent d'ailleurs un rôle particulièrement actif.

Mais ce gaz naturel présent sous les fonds marins de la Méditerranée porte aussi en lui les germes de tensions. Au Liban, la présence d'un gisement à cheval sur le tracé de la frontière maritime que conteste Israël dope la rhétorique guerrière du Hezbollah. Malgré de nombreux efforts, il n'y a pas encore d'accord en vue sur la délimitation des deux ZEE considérées.

De son côté, la Turquie ne s'est mise d'accord sur aucune délimitation territoriale avec ses voisins méditerranéens.

Plus grave encore, certains pays menacent les plateformes d'exploitation gazière *offshore* de pays concurrents. Ainsi, certains pays riverains ont envoyé leurs bâtiments de guerre (dont certains de nouvelle génération achetés à des puissances militaires) croiser à proximité d'installations développées par d'autres pays voisins.

Les hydrocarbures ont également leur place dans l'arc de crise kurde. Le grand centre pétrolier de Kirkouk (en Irak) est ainsi passé successivement des mains des Irakiens entre celles de Daesh, puis entre celles des Peshmergas pour revenir dernièrement aux forces armées irakiennes aidées de milices soutenues par l'Iran.

Un signe d'espoir : les pourparlers entre la Turquie et la Grèce en vue de la réunification de l'île de Chypre ont repris. Manifestement, dans ce cas, le sujet du gaz naturel pourrait être un élément facilitateur permettant à ces deux pays de sortir de schémas anciens aujourd'hui dépassés.

Les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée ne sont pas en reste en ce qui concerne les énergies renouvelables et le nucléaire. Dans le cadre de la COP21 de Paris, ces pays ont déposé leurs plans nationaux (INDC) qui affichent des objectifs très importants en matière de production d'électricité d'origine renouvelable (27 % pour l'Algérie, 17 % pour Israël, 11 % pour la Jordanie, 15 % pour le Liban, 52 % pour le Maroc et 30 % pour la Tunisie).

En ce qui concerne le nucléaire, 2018 verra la mise en production, aux Émirats Arabes Unis, de la première grande centrale nucléaire du monde arabe (la centrale de Barakah). Ce sera une centrale dite de troisième génération de conception post-Fukushima. Beaucoup de pays arabes et de pays méditerranéens non-arabes s'intéressent au nucléaire. L'Arabie Saoudite a confirmé son intérêt pour cette filière. Sans doute en lien avec ses priorités géopolitiques, économiques et sécuritaires, la Russie développe activement un projet de centrale en Égypte, et un second en Turquie. Dans ce dernier pays, un autre projet d'implantation d'un réacteur ATMEA (un réacteur de troisième génération de moyenne puissance) est également très avancé.

Un retour historique du « Grand Jeu » euro-méditerranéen

La toile de fond du XX^e siècle, des Première et Seconde Guerres mondiales, et surtout les accords Sykes-Picot de 1916 décidant du partage du Moyen-Orient ont pour partie tissée la question du pétrole et de ses routes d'acheminement. L'Irak, la Libye, l'Algérie, le Canal de Suez et le Détroit de Bab-el-Mandeb auront été et restent des enjeux majeurs. Les préoccupations géopolitiques liées au gaz naturel s'y sont ajoutées dans une phase plus récente. Avec la très forte progression de la production américaine de gaz de roches-mères (« gaz de schiste »), cette source d'énergie devient critique, aiguissant de vives concurrences.

Les États-Unis estiment qu'ils pourraient, en 2040, assurer une production supérieure à plus de 1 000 Gm³ (à comparer avec les chiffres pour 2016 : 3 550 Gm³ de production dans le monde ; 579 Gm³ en Russie ; 202 Gm³ en Iran ; 181 Gm³ au Qatar ; 152 au Canada ; 138 en Chine ; 116 en Norvège et 109 en Arabie Saoudite). Les États-Unis veulent exporter une très grande quantité de ce gaz. Ils envisagent d'en exporter 24 Gm³ dès 2018, pour atteindre 80 Gm³ dès 2020, 100 Gm³ dès 2021, 150 Gm³ dès 2025 et 200 Gm³ en 2035. La consommation gazière européenne est de l'ordre de 485 Gm³. La Russie a, quant à elle, exporté une quantité record de gaz naturel vers l'Europe et la Turquie en 2016, avec 179,3 Gm³.

L'Europe est clairement un marché espéré, comme le président nouvellement élu des États-Unis l'a explicité lors du deuxième sommet de l'initiative des Trois mers (Baltique, Mer Noire et Adriatique) en juillet 2017, à Varsovie. Les premiers méthaniers contenant du GNL venant des États-Unis ont déchargé leur cargaison en Espagne, en Italie, au Portugal, en Turquie, à Malte, en Pologne, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Un nouveau terminal sera prochainement disponible en Croatie. Les États-Unis disposeront de 5 terminaux de liquéfaction en 2020, contre seulement 1 actuellement.

Les Russes développent leurs capacités de transport afin de préserver leur part et de contourner l'Ukraine. TurkStream va se substituer à SouthStream, ce dernier ayant été finalement abandonné. Les Russes ne renoncent pas à NordStream-2, malgré les nombreuses ob-

jections internationales qu'il suscite. Le terminal GNL de Yamal est une possibilité supplémentaire pour la Russie d'exporter du gaz. Gazprom, par ailleurs, est également actif dans l'aval. Cette entreprise russe mais aussi la société (d'État) pétrolière russe Rosneft investissent sur le pourtour méditerranéen : en Espagne, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

S'ajoutent à cela d'autres développements allant de l'Asie centrale vers le Caucase et la Méditerranée orientale et centrale. Au gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum vont s'ajouter le gazoduc trans-anatolien (TANAP) et le gazoduc trans-adriatique (TAP). Les États-Unis financent les études de faisabilité du *Trans-Caspian Gas Pipeline* devant relier le Turkménistan au port pétrolier de Bakou, en Azerbaïdjan.

Les différents projets d'extraction de gaz naturel en Méditerranée orientale, eux aussi, motivent certains à proposer des projets d'infrastructures de transport comme ce projet de gazoduc entre Israël et l'Italie, appelé East Med. Se pose la question des nouveaux terminaux de liquéfaction. Enfin, s'y ajoutent des projets de gazoducs allant du Golfe arabo-persique vers la Méditerranée, actuellement suspendus en raison des conflits.

Dans ce contexte, le rôle de la Turquie se trouve renforcé, car ce pays devient un *hub* énergétique incontournable, et de grande taille. À terme, ce *hub* servira d'espace de transit à presque tous les acteurs. De nouvelles alliances et de nouveaux partenariats peuvent encore se forger.

N'oublions pas par ailleurs qu'aux approvisionnements des États-Unis et de la Russie s'ajoutent ceux, traditionnels, de l'Algérie et ceux, potentiels, du Qatar, pays qui a annoncé le 5 juillet 2017 qu'il avait l'intention d'augmenter sa production et ses exportations de gaz de 30 % d'ici à 2024. L'Iran compte bien, lui aussi, augmenter massivement ses exportations. De nouveaux entrants, comme le Mozambique, doivent également être pris en compte.

Dans les prochaines années, le niveau de la concurrence sera très fort. Il faut s'attendre à des jeux concurrentiels pour l'accès aux consommateurs non seulement en France, en Italie, en Espagne et au Royaume-Uni, mais aussi en Europe centrale et orientale. Le niveau des prix s'en ressentira et cela ouvrira (peut-être) une nouvelle ère dans le régime de fixation des prix. C'est un sujet de toute première importance, qui va également déclencher une compétition entre producteurs, à un niveau inconnu jusqu'à présent. L'Algérie et l'Égypte y seront confrontées. Ne devrions-nous pas conclure des partenariats de long terme entre Euro-méditerranéens respectant les souverainetés de chacun et renforçant le développement et la sécurité de cette région du monde ?

Mais, sur ce terrain, nous ne sommes pas les seuls à prendre part au jeu. Les États-Unis sont partout présents. Les Russes ont passé un accord avec l'Arabie Saoudite et avec l'OPEP afin de maîtriser les niveaux élevés de production du pétrole. Couplées à un activisme énergétique, politique et sécuritaire fort dans la région, leurs capacités de négociation sont plus qu'aiguës. Les Chinois, quant

à eux, exploitent leur carte gagnante, celle d'équipementier et, désormais, d'opérateur énergétique.

Quelles délimitation géographiques ? Quelles institutions ? Quelles réponses ?

Le secteur de l'énergie montre à lui seul à quel point la question des géographies est ouverte. Il induit une carte des acteurs concernés qui recouvre presque tout l'hémisphère nord. Le monde arabe ouvre la Méditerranée au Moyen-Orient, à la mer Rouge et au Golfe Persique. Les questions de développement conjoint, de démographie et de migrations font de la Méditerranée un pont entre l'Europe et l'Afrique. L'IPMED développe cette approche. La Vision 2030 développée par l'Arabie Saoudite ajoute ces deux extensions. La nouvelle Route de la Soie chinoise lie l'Extrême-Orient à la Méditerranée.

Les dimensions sécuritaires et migratoires de la question méditerranéenne en font une affaire intérieure pour tous les pays concernés. Il s'agit de proposer des réponses coordonnées, ce qui est un important facteur de renforcement des coopérations. Cette coopération ne doit toutefois pas se concevoir sans un volet développement. Dans celui-ci, l'énergie est un facteur essentiel, il doit donc être traité spécifiquement.

Les instances européennes ont développé, dès 1978, des accords bilatéraux qui deviendront plus tard les accords d'association conclus avec ses partenaires du Sud de la Méditerranée. Ils sont de nature profondément bilatérale et ne participent qu'insuffisamment de la logique d'intégration zonale. Pour y remédier, le processus de Barcelone, lancé en 1995, a permis d'entamer une coopération régionale euro-méditerranéenne dans de multiples secteurs, dont l'énergie. Il avait, par ailleurs, été relancé, en 2008, sous la forme d'une Union pour la Méditerranée (UpM). L'ensemble constitue la politique européenne de voisinage.

Dans le cas de l'énergie, plusieurs secteurs ont vu émerger une collaboration concrète en matière d'efficacité énergétique, d'énergies renouvelables, de gaz naturel et d'électricité. Des plateformes rassemblant toutes les parties concernées se réunissent sur ces sujets. Le lancement du Plan solaire méditerranéen a coïncidé avec l'essor des énergies renouvelables dans le Sud et l'Est de la Méditerranée. Un premier Forum des affaires sur l'énergie et le climat a été organisé par l'UpM au Caire, en octobre 2017. Il a permis le lancement de la fédération Euromed de l'énergie et de l'alliance Euromed pour des solutions efficaces.

Un mot sur le cas des lignes électriques : le processus de Barcelone a lancé le sujet des interconnexions électriques à travers le projet MedRing ; il a connu quelques succès, dont les interconnexions entre les pays du Maghreb. Le chapitre allemand du Club de Rome a, quant à lui, lancé DESERTEC, un projet massif de fourniture d'électricité renouvelable (solaire) provenant du désert. Mais aucun pays n'y a adhéré. Pour en affiner l'idée, la présidence de l'Union pour la Méditerranée a participé au lancement de l'initiative Transgreen/Medgrid, qui a exploré la faisabilité

de la pose de lignes de transport d'électricité en courant continu sur les fonds marins de la Méditerranée. Depuis lors, des projets affichant des degrés de maturité différents sont menés entre le Portugal et le Maroc, entre la Tunisie et l'Italie, entre la Libye et la Grèce, ainsi qu'entre Israël et Chypre. Ce sont bien évidemment autant d'opportunités d'intégration régionale.

Ces dynamiques reposaient sur le pari qu'il faut coopérer pour pouvoir décriper les relations et atténuer ainsi les tensions Nord-Sud. Mais des développements aussi graves que l'écroulement du processus de paix (israélo-palestinien, en l'occurrence), le naufrage du Printemps arabe, l'essor de Daech, le drame syrien et la crise migratoire l'ont dépassé. Les structures mises en place restent intéressantes. Les partenariats restent dynamiques, utiles et recherchés. Mais, clairement, il faut aller au-delà. Ne devrait-on pas ajouter une démarche complémentaire, en sens inverse : décriper pour coopérer ?

Avec l'élection d'un nouveau président de la République en France, M. Emmanuel Macron, la mise en place d'une nouvelle coalition gouvernementale en Allemagne et un tournant dans la lutte contre le terrorisme islamique, une fenêtre d'opportunité s'ouvre incontestablement. Il ne faut pas rater cette chance qui s'offre à nous, au risque de ne pas la voir revenir de sitôt. C'est donc sans doute aux politiques de prendre l'initiative d'élaborer et de diffuser une pédagogie de la coopération en Méditerranée. La France a éprouvé par le passé certaines difficultés à faire partager à son partenaire allemand son intérêt pour la Méditerranée. Depuis lors, l'Allemagne s'est profondément ouverte à ces problématiques (notamment à travers l'accueil massif de réfugiés). Le décalage s'est aujourd'hui réellement estompé.

Reconstituant à nouveau l'axe central de l'Union depuis le Brexit, ces deux pays peuvent à présent s'efforcer de rechercher un nouvel équilibre dans les relations entre l'Union et son voisinage, notamment méridional.

C'est à la France de faire le premier pas. Après avoir enterré ses dissensions séculaires, l'Europe peut désormais parler d'une seule voix et chercher à fédérer ses interlocuteurs du Sud autour d'un projet d'avenir commun.

Prendre prétexte de leur désunion pour récuser une telle perspective reviendrait à ignorer que celle-ci peut leur offrir une véritable raison de s'unir.

Bibliographie

ABBOUR J. & REBIÈRE N. (2014), « La Turquie au cœur des enjeux géopolitiques et énergétiques régionaux », *Confluences Méditerranée*, 2014/4, n°91.

ABIS S. (2014), « Afriqu'Orient », *Confluences Méditerranée*, 2014/3, n°90.

ABIS S. (2017), « Pour Macron, un escalier géopolitique à trois marches : l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique ! », Analyse IRIS.

AIE (2017), *World Energy Outlook 2016*, Éditions AIE.

ALLEMAND F. (2008), « L'Union pour la Méditerranée : pourquoi ? Comment ? », document de travail Fondapol.

- ALMERAS G. & JOLLY C. (2010), « Méditerranée 2030, panorama et enjeux géostratégiques, humains et économiques », document de travail IPEMED.
- AMSELLEM D. (2014), « Le secteur électrique palestinien, un enjeu géopolitique », *Confluences Méditerranée*, 2014/4, n°91.
- AMSELLEM D. (2016), « Méditerranée orientale : de l'eau dans le gaz ? », *Politique étrangère*, vol. 81, n°4, hiver 2016-2017.
- AOUN M.-C. (2016), « Nord Stream 2 : garder la tête froide », Notes de l'Ifri, septembre 2016.
- APPERT O. (2016), « Quelle politique énergétique dans un environnement aussi incertain ? », Éditions de l'Ifri, novembre 2016.
- BAKAWAN A. (2014), « Le mythe de l'indépendance du Kurdistan irakien », *Confluences Méditerranée*, 2014/4, n°91.
- BEAUMONT R. (2016), « Partis et partisans dans le monde arabe post-2011 », *Confluences Méditerranée*, 2016/3, n°98.
- BEN ABDALLAH M., ALLAL S., KAPPAUF J. & PREURE M. (2013), « Vers une Communauté euro-méditerranéenne de l'énergie », document de travail IPEMED.
- BEN JANNET ALLAL H., EL AGREBI H. & CAMPANA D. (2016), « La transition énergétique en Méditerranée, scénario 2040 », document de travail OME, MEDENER et Ademe.
- BEN NÉFISSA S. (2011), « Protestations sociales, révolutions civiles. Transformation du politique dans la Méditerranée arabe », revue *Tiers Monde*, 2011/5.
- BENSASSON B., BOSSOKEN E., BOUM A.-R., FAVENNEC J.-P., GARNIER J.-Y., GOUSSARD A.-M., MANDIL CI., GUIGOU J.-L., ROBIN K. & FOSSO E. (2016), « L'énergie au service du développement durable de l'Afrique », document de travail IPEMED.
- BERTHELOT P. (2014a), « La question énergétique en Méditerranée », *Confluences Méditerranée*, 2014/4, n°91.
- BERTHELOT P. (2014b), « La coopération énergétique israélo-chypriote, nouvelle source de tensions en Méditerranée orientale ? », *Confluences Méditerranée*, n°91.
- BLANC P. (2015), « Crise sans frontières », *Confluences Méditerranée*, 2015/3, n°94.
- BLIN L. (2017), « Quelles priorités pour la diplomatie française en Méditerranée ? », note du CAPS.
- BONIFACE P. (2014), *La France malade du conflit israélo-palestinien*, Éditions Salvator.
- BONIFACE P. (2017), *Les Relations internationales de 1945 à nos jours : comment en sommes-nous arrivés là ?*, Éditions Eyrolles.
- BONIFACE P. & VÉDRINE H. (2009), *Atlas des crises et des conflits*, Éditions Armand Colin/Fayard.
- BONIFACE P. & VÉDRINE H. (2014), *L'Atlas du monde global*, Éditions Armand Colin/Fayard.
- BRAUDEL F. (1977), *La Méditerranée. L'espace et les hommes*, Arts et Métiers graphiques.
- CABESTAN J.-P. (2013), « Les relations Chine-Afrique : nouvelles responsabilités et nouveaux défis d'une puissance mondiale en devenir », *Hérodote*, 2013/3, n°150.
- CHALIAND G. & RAGEAU J.-P. (1995), *Atlas historique du monde méditerranéen*, Éditions Payot et Rivages.
- CHAUDET D. (2014), « L'Iran peut-elle devenir une "surpuissance" énergétique ? », *Confluences Méditerranée*, 2014/4, n°91.
- CHEVALIER J.-M. (2004), *Les Grandes batailles de l'énergie. Petit traité d'une économie violente*, Éditions Gallimard.
- CIHEAM (2016), *Mediterra 2016, zero waste in the mediterranean, Natural Resources, Food and Knowledge*, Éditions CIHEAM.
- DAGUZAN J.-F. (2016), « Les politiques méditerranéennes de l'Europe : trente ans d'occasions manquées », *Politique étrangère*, vol. 81, n°4, hiver 2016-2017.
- DEL POZO F., SANFELICE DI MONTEFORTE F. & HÉBRARD P. (2016), « Les diplomaties navales en Méditerranée », *Politique étrangère*, vol. 81, n°4, hiver 2016-2017.
- DUPUY E. (2008), « Emmanuel Dupuy : reconstruire une Méditerranée plurielle », *Études géopolitiques*, n°9.
- EIA (2017), *Annual Energy Outlook 2017 with projections to 2050*, ed. EIA.
- EKMANN A., NICOLAS F., SEAMAN J., DESARNAUD G., KASTOUEVA-JEAN T., BAHCECIK S. O. & NALLET C. (2017), "Three Years of China's New Silk Roads: From Words to (Re)action?", *Études de l'Ifri*, février 2017.
- EL KAROUI H. (2017), « Nouveau monde arabe, nouvelle "politique arabe" pour la France », Éditions Institut Montaigne.
- ELLIOTT S. & REALE F. (2017), "US LNG vs pipeline gas: European market share war?", *Platts*, <https://www.platts.com/IM.Platts.Content/InsightAnalysis/IndustrySolutionPapers/SR-us-lng-pipeline-gas-european-market-share-0916.pdf>
- FONDATION JEAN-JAURÈS (2016), « L'énergie en Afrique à l'horizon 2050 », document de travail Fondation Jean-Jaurès.
- FURFARI S. (2014), « Le gaz naturel, nouvel élément structurant du Mare Nostrum », *Confluences Méditerranée*, 2014/4, n°91.
- GUAINO H. (2008), « Union pour la Méditerranée : un projet historique », *Études géopolitiques*, n°9.
- GUIGOU É. (2014), *L'Europe. Les défis à venir de la première puissance économique mondiale*, Éditions du Cherche Midi.
- GUIGOU J.-L., BECKOUCHE P., CHEVREAU A., MEDDEB R., DIAMANTIS E., ADWAN M., LAVILLE B. & KERDJOUJ N. (2015), « Pour un New Deal "Afrique – Méditerranée – Europe" : 5 programmes d'action », document de travail IPEMED.

- HUET G. (2015), « La découverte de gaz offshore en Méditerranée orientale : nouveau défi pour la stabilité du Proche-Orient », document de travail Centre d'Études supérieures de la Marine.
- HUNTZINGER J. (2014a), *Il était une fois la Méditerranée*, CNRS éditions, coll. « Biblis ».
- HUNTZINGER J. (2014b), *Les Printemps arabes et le Religieux*, Parole et Silence.
- HUNTZINGER J. (2017), *Initiation à l'Islam*, Éditions du Cerf.
- IEMED (2010a), *The Mediterranean Solar Plan as a Euro-Mediterranean vector of Integration and Economic Development*, ed. IEMed.
- IEMED (2010b), *Barcelona Euromed Forum Union for the Mediterranean: Projects for the Future*, ed. IEMed.
- IEMED (2013), *Social inclusion in the Aftermath of the Arab Spring: from Politics to Policies*, ed. IEMed.
- IEMED (2015a), *Reviewing the European Neighbourhood Policy*, ed. IEMed.
- IEMED (2015b), *Financial Reforms in the Mediterranean: Ideas and Policies to Inspire Change*, ed. IEMed.
- IEMED (2017), *Post-Conflict Re-Construction in MENA: Previous Experiences and Stakeholder's Inclusive Involvement in the Future Reconstruction of Libya, Syria and Iraq*, ed. IEMed.
- IPEMED (2016), *Bilan 2006-2016 : construire la Méditerranée de demain*, ed. IPEMED.
- JOLLY C., BLANC F., FARGUES Ph., SALINARI G., BEN JANNET ALLAL H. & DOLLÉ V. (2011), « La Méditerranée en 2030 : les voies d'un avenir meilleur », document de travail IPEMED.
- KEPEL G. (2013), *Passion arabe*, Gallimard.
- KMAN A. (2016), « La Chine en Méditerranée : un nouvel activisme », *Politique étrangère*, vol. 81, n°4, hiver 2016-2017.
- LAURENS H. (2010), *Le Rêve méditerranéen*, CNRS Éditions.
- LAURENS H. (2012), *Français et Arabes depuis deux siècles, la « chose franco-arabe »*, Éditions Tallandier.
- LAURENS H. (2017a), *Les Crises d'Orient, Question d'Orient et Grand Jeu, 1768-1914*, Fayard.
- LAURENS H. (2017b), *L'Orient dans tous ses états – Orientales IV*, CNRS-Éditions.
- MAALOUF A. (1984), *Les Croisades vues par les Arabes*, J.-C. Lattès.
- MOCILNIKAR A.-T. (2009), « Le Plan solaire méditerranéen et l'Union pour la Méditerranée », *Réalités industrielles, Annales des Mines*, 2009/4, novembre 2009.
- MOCILNIKAR A.-T. (2012), « Sécurité énergétique : de la théorie à la pratique », *Cahiers de la Sécurité*, INHESJ.
- MOCILNIKAR A.-T. (2013), « Les décideurs publics français face au défi méditerranéen », *La Jaune et la Rouge*.
- MOCILNIKAR A.-T. & PENNEQUIN G. (2008), « Union pour la Méditerranée : bâtir des solidarités concrètes dans le domaine du développement durable », *Études géopolitiques*, n°9.
- NABLI B. (2015a), *Géopolitique de la Méditerranée*, Éditions Armand Colin.
- NABLI B. (2015b), « Quelle politique méditerranéenne de la France ? », *Analyse IRIS*.
- OME (2013a), *MED-EMIP, Euro-Mediterranean Energy Market Integration Project*, ed. OME.
- OME (2013b), *SHARAKA, Enhancing Understanding and Cooperation in EU-GCC Relations*, ed. OME.
- OME (2014), *BETTER, Bringing Europe and Third countries closer Together through renewable Energies*, ed. OME.
- OME (2015a), *Shale gas in the Euro-Mediterranean Region: an update*, ed. OME.
- OME (2015b), *Mediterranean Energy Perspectives 2015*, ed. OME.
- OME (2016), *North African Upstream Oil & Gas: An Overview with a Focus on Challenges and Opportunities*, ed. OME.
- PERALDI M. (2016), « Le "commerce migratoire" euro-méditerranéen », *Politique étrangère*, vol. 81, n°4, hiver 2016-2017.
- PERTUSOT V. (2016), « La Politique européenne de voisinage : un phénix bureaucratique ? », *Notes de l'Ifri*, novembre 2016.
- PLAN BLEU (2008), « Changement climatique et énergie en Méditerranée », document de travail Plan bleu.
- RIGOULET-ROZE D. (2014), « La variable énergétique dans la crise syrienne. La question stratégique du contrôle d'un futur gazoduc méditerranéen », *Confluences Méditerranée*, 2014/4, n°91.
- SANGUIN A.-L. (2003), *Mare nostrum : dynamiques et mutations géopolitiques de la Méditerranée*, PU Paris-Sorbonne.
- SAINT-PROT Ch. (2008) : « La Méditerranée n'est pas une frontière », *Études géopolitiques*, n°9.
- SCHÄFER I. (2015), « Youth, Revolt, Recognition, The Young Generation during and after the "Arab Spring" », document de travail Mediterranean Institute Berlin.
- SCHMID D. (2017), *La Turquie en 100 questions*, Éditions Tallandier.
- SCHMID D. & BAUCHARD D. (2017), « Maghreb, Moyen-Orient : une priorité de politique étrangère pour la France », rapport Avicenne, mars 2017.
- SIMONNEAU D. (2014), « Perspectives énergétiques en Méditerranée et en Europe », *Confluences Méditerranée*, 2014/4, n°91.

TAITHE A. (2014), « Les interactions Eau-Énergie : une menace pour la sécurité énergétique des États », *Confluences Méditerranée*, 2014/4, n°91.

TELLE S. (2013), « La Méditerranée de projets », dossier de presse DIMED.

TROIN J.-F., (2006), *Le Grand Maghreb : Algérie, Libye, Maroc, Tunisie, mondialisation et construction des territoires*, Éditions Colin U Géographie.

UPM (2016a), *Action de l'UpM pour le climat – Améliorer l'action pour le climat à travers la coopération régionale dans la région méditerranéenne, 12 projets et initiatives qui représentent plus de 2,6 milliards d'euros*, Éditions UPM.

UPM (2016b), *Regards croisés sur la transition vers un développement sobre en carbone de la Méditerranée*, Éditions UPM.

UPM (2016c), *Union pour la Méditerranée, Promouvoir la coopération et le dialogue régional*, Éditions UPM.

UPM (2017), *UfM Roadmap for Action, the Union for the Mediterranean: an action-driven organisation with a common ambition*, ed. UPM.

VAUZELLE M. (2013), « Avec la jeunesse méditerranéenne, maîtriser et construire notre communauté de destin », rapport au Président de la République et au Premier ministre.

VÉDRINE H. (2016), *Le Monde au défi*, Fayard.

VICENTY Ch. (2016), « Les Nouvelles Routes de la soie : ambitions chinoises et réalités géopolitiques », *Géoéconomie*, 2016/4, n°81.